

La formation mathématique à la Une : une épopée politique et médiatique de la communauté mathématique

• M. GUENAI

Au mois de janvier 2022, un vent médiatique a soudainement projeté le thème de la formation en mathématiques et de la place des filles en mathématiques sous les feux de l'actualité, entraînant la communauté mathématique dans une course inédite. Depuis, un sentiment étonnant d'être enfin perçus comme acteurs potentiels de la vie publique est apparu. Le collectif formé par les sociétés savantes et associations de mathématiques partenaires s'est engagé dans une action de plus longue durée en direction de l'information au grand public. Il a dû s'adapter en urgence à ce temps médiatique *a priori* incompatible avec le temps long habituellement nécessaire aux enseignants et enseignants-chercheurs.

Son objectif, soutenu à présent par un collectif rassemblant plus largement scientifiques et ingénieurs, est de convaincre les pouvoirs publics de revenir, en urgence, sur une réforme de la formation au lycée qui nous alarme tous pour l'avenir des jeunes adultes et du pays.

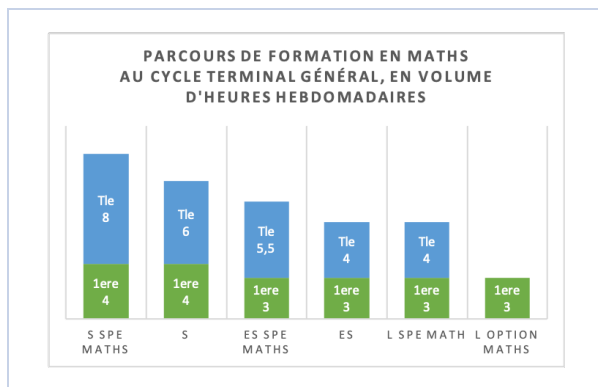
Après une présentation du contexte des dernières réformes mises en place au pas de charge en 2019 par le ministre de l'Éducation nationale, je raconterai l'évolution de notre action collective à travers l'embrasement médiatique des mois de janvier et février. Aujourd'hui, au lendemain du Pi-Day, notre mobilisation se poursuit dans l'espoir d'une amélioration prochaine et d'une prise en compte, enfin, de nos propositions pour rétablir et améliorer une formation mathématique et scientifique adaptée à tous et toutes et aux besoins nationaux.

Contexte de la situation du lycée après la réforme de 2019

Le dernier quinquennat a enclenché la mise en œuvre de nombreux chantiers dans l'Éducation nationale, en particulier en réformant en profondeur l'organisation du lycée général. Nous expliquons rapidement en quoi consiste ce pan des réformes, et pourquoi il inquiète la communauté depuis son annonce.

Jusqu'en 2019, la voie générale du lycée est organisée en trois séries, scientifique (S), économique et sociale (ES) et littéraire (L). La série S concerne un peu plus de la moitié des effectifs, elle est en progression régulière depuis sa mise en place en 1994, au détriment de la filière L. Elle permet une formation assez polyvalente. Sur un total d'environ 30h hebdomadaires, elle propose 16h30 de formation scientifique impliquant 3 ou 4 disciplines scientifiques dont les mathématiques et la physique forment ce qu'on peut appeler des disciplines majeures (respectivement 6h et 5h30 hebdomadaires d'enseignement). Dans cette série, les filles restent minoritaires, mais leur proportion progresse régulièrement depuis 1994, passant de 40% en 1994 à 47,5% en 2019. Elles constituent 56% des effectifs des classes de lycée général au cours de cette dernière décennie.

La formation en mathématiques est également significative en ES qui dispose d'un programme spécifique. Elle est aussi accessible aux élèves de L qui font le choix de cette spécialité (environ 10%). Le graphique ci-après donne une synthèse de la formation en mathématiques des élèves dans ce système :



Dans le nouveau système, mis en place en première en 2019 et en terminale en 2020 en terminale, les séries disparaissent, et les élèves suivent :

- 16 heures (15h30 en terminale) d'enseignements de tronc commun dont 2h sont destinées à un enseignement scientifique et sans cours de mathématiques,
- 12h d'enseignements de spécialité : trois spécialités de 4h en première puis deux spécialités de 6h en terminale, à choisir parmi une douzaine de disciplines. Un seul programme de maths est proposé, celui de l'ancienne S, avec un affichage « ambitieux » selon le ministère.

Par ailleurs, le discours à l'orientation est délibérément un discours favorisant le libre choix. Il ne met pas clairement en lien les choix de spécialités avec les futures orientations post-bac ni avec les débouchés sur le marché de l'emploi. Cela risque de favoriser surtout les élèves bien informés sur les liens entre les spécialités et leur cohérence avec les études visées.

La communauté mathématique alerte dès la présentation de cette réforme, début 2018, sur les dangers potentiels pour la formation en mathématiques.

- Un abandon massif des mathématiques dès la première puisque la discipline n'est pas proposée dans le tronc commun, et qu'aucun contenu ne peut correspondre à l'ancien programme de ES (qui concernait 130 000 élèves jusqu'en 2018).
- Un abandon aggravé par l'absence de discours clair sur l'importance de conserver les mathématiques pour permettre l'accès à de nombreuses filières du supérieur, et en particulier sur la nécessité de poursuivre les ma-

thématiques pour faire des sciences.

- Un second abandon mécanique en terminale de 33% en moyenne entre la première et la terminale, lié à la réduction de 3 à 2 disciplines de spécialités.
- Un risque d'aggravation des inégalités filles/garçons et inégalités sociales lié à la plus forte représentation des filles et des milieux mixtes dans les séries hors S.
- Un risque d'aggravation des inégalités territoriales en raison de l'impossibilité de proposer l'ensemble des spécialités aux élèves dans les lycées de petite taille.

Ces alertes resteront ignorées par les pouvoirs publics malgré les audiences de la communauté. On explique que des maths restent enseignées dans l'enseignement scientifique général, et profitent donc à tous comme culture commune.

À partir de la rentrée 2019, la DEPP¹ publie les premiers résultats concernant les choix de spécialités en première, puis en terminale en 2020. Ils confirment les craintes de la communauté. En novembre 2021, une nouvelle note signale que l'enseignement scientifique n'est enseigné qu'à hauteur de 6,5% par des enseignants de mathématiques et que la réforme a conduit à une économie d'heures enseignées de près de 20% en mathématiques. Plusieurs médias s'émeuvent de ce constat ; nous aussi. La SMF et ses partenaires s'associent pour alerter sur cette perte de formation. Après ces publications, la question de la formation mathématique, et par conséquent scientifique, commence à inquiéter plus largement la société.

Début 2022, la place des maths, la société civile s'inquiète : un terrain inflammable

En effet, pour préparer l'avenir, de nombreux défis attendent nos sociétés. Le changement climatique, les défis énergétiques, la raréfaction des ressources, l'évolution du numérique de la haute technologie et des techniques grandissantes de traitement des données deviennent essentiels à traiter pour nous permettre de conserver notre statut de grande puissance économique. En France, le maintien et le développement des savoir-faire technologiques et scientifiques de niveau post-bac et de très haut niveau sont notre principale ressource

1. Direction de l'Évaluation de la Prospective et des Performances, service dépendant du Ministère de l'Éducation nationale.

sur la scène internationale. Alors, la diminution dramatique de la formation mathématique des élèves inquiète à juste titre l'ensemble des acteurs du monde numérique et industriel, bien conscients que, contrairement au discours ambiant, il est impossible de séparer les sciences des mathématiques, quelles qu'elles soient. Ils craignent que le manque de compétences scientifique et technologique de niveau post-bac déjà bien réel ne s'aggrave en raison d'une perte de vivier alors que les besoins grandissent. Ces craintes sont partagées par des économistes, des philosophes, des éditorialistes, des femmes et hommes politiques, de plus en plus de journalistes qui relaient de manière régulière de nombreuses informations alarmantes sur le sujet.

La discordance entre la volonté politique d'engager le pays dans des plans d'avenir nécessitant plus que jamais de hautes compétences scientifiques et l'abandon des maths et des sciences au lycée est devenue une évidence. Certains soulèvent dans les médias la question de l'absence quasi-totale de compréhension des sciences et de leur fonctionnement de la part des femmes et des hommes politiques qui nous dirigent, pratiquement aucun n'y ayant été suffisamment formé. En janvier 2022, en début de période électorale, ce thème des ressources des compétences scientifiques est devenu très sensible, et par conséquent celui de la formation en mathématique également. Le terrain est inflammable.

21 janvier au *Grand Entretien de France Inter* : Grothendieck puis l'étincelle

La semaine du 15 janvier, la SMF rédige un communiqué pour alerter sur la baisse de formation en maths au lycée. Sur ce communiqué figure surtout une inquiétude vis-à-vis des filles, car la réforme a conduit à un abandon massif des mathématiques dès la première, phénomène encore plus marqué chez les filles. L'inquiétude est d'autant plus grande que, jusque-là, la part des filles dans les classes de S progressait.

Lors de la réunion du bureau de la SMF le jeudi 20 janvier, il avait été convenu de publier le texte sous une forme un peu dure et il était prêt à être transmis à nos associations et sociétés partenaires

regroupées par la CFEM². Au passage, le texte avait été transmis à Jean-Pierre Bourguignon pour information.

Le vendredi 21 janvier, les mathématiques étaient à l'honneur sur les plateaux de *France Inter* : à la matinale dans le Grand Entretien avaient été invités Jean-Pierre Bourguignon et Cédric Villani à l'occasion de la parution du livre d'Alexandre Grothendieck « Récoltes et semailles ». Dans le journal du 13-14, il était question de la baisse du nombre d'heures de mathématiques au lycée, Sébastien Planchenault (APMEP³) et Anne Cortella (ADIREM) y avaient été invités également. Nous aurions pu penser que la polémique viendrait du 13-14. Elle est partie du Grand Entretien : des auditeurs, enseignants ou parents s'inquiètent de l'absence de maths dans le tronc commun, de la vision élitiste de la discipline, de son abandon précoce. Les réponses de Cédric Villani et surtout de Jean-Pierre Bourguignon vont déclencher un feu médiatique qui brûle encore aujourd'hui et a permis de faire entrer en grand les mathématiques, et avec elles le collectif associé à la SMF, dans la campagne présidentielle. Peut-être en raison d'une petite phrase et d'une erreur... On dit toujours que les erreurs sont fécondes. Qui l'aurait cru dans ce contexte ?

Explication : la petite phrase est *a priori* banale, la part des filles en maths qui progressait doucement vers la parité a brutalement chuté après la réforme, nous faisant reculer plus de 20 ans en arrière. L'erreur est sans doute due à une langue qui fourche : « La part des filles en maths était à près de 48%. Il semble que le pourcentage de filles ait dégringolé à 10% ». Il aurait mieux valu entendre « de » 10%, et non « à ». Mais qualitativement, l'inquiétude était tout à fait justifiée. Cédric Villani précise que le rapport Torossian-Villani prévoyait bien des maths dans le tronc commun, que la mise en œuvre de l'enseignement scientifique avait été « ratée », qu'elle était complètement à revoir. Bref, avec les journalistes de l'AFP⁴ et de l'AEF⁵ sur le plateau, c'est la panique.

Le feu est parti, non dans le sens de la promotion attendue par le ministre de l'Éducation nationale, mais dans le sens contraire : la réforme est un échec cuisant pour les mathématiques. « C'est dramatique... » pour les filles, pour les maths, pour l'avenir de la France.

2. Conseil Français pour l'Enseignement des Mathématiques.

3. Associations des Professeurs de Mathématiques de l'Enseignement Public.

4. Agence France Presse.

5. Agence Éducation et Formation, éditeur de presse en ligne.

25 janvier : communiqué filles et maths. Tentative d'étouffement et départ d'incendie

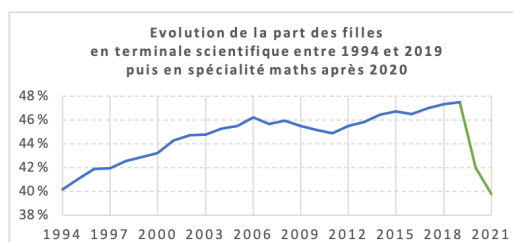
Le soir du 21 janvier, la SMF reçoit des messages de Jean-Pierre Bourguignon qui a été sollicité par les journalistes à la sortie du plateau. Il nous demande s'il peut les renvoyer vers nous, ce que nous acceptons. Nous recevons des messages de l'AEF posant la question des données chiffrées, auxquelles nous répondons. Non, ce n'est pas 10% de filles, mais oui, c'est un recul de plus de 25 ans en arrière. Oui c'est désastreux. Oui, il y a un vrai problème.

S'ensuivent des échanges durant le week-end : doit-on accélérer la publication du communiqué ? Comment permettre aux journalistes de comprendre le problème soulevé sinon ? Nous hésitons. C'est court pour faire valider par l'ensemble de la communauté. D'habitude, ça peut prendre plusieurs semaines, même si nous avons appris à réagir un peu plus rapidement depuis les réactions en lien avec le confinement des étudiants. Mais il y a des pressions sur nos deux invités pour qu'ils se désistent, de la part de personnes très haut placées. Nous les contactons, échangeons. Ils refusent d'intervenir et de céder aux pressions, et le collectif décide de publier rapidement.

En un temps qui nous semble record, nous validons tous, l'ensemble des associations et sociétés savantes de mathématiques : c'est un cri d'alarme. Les journalistes nous ont entendus, nous contactent, l'AFP relaie. Le feu a pris.

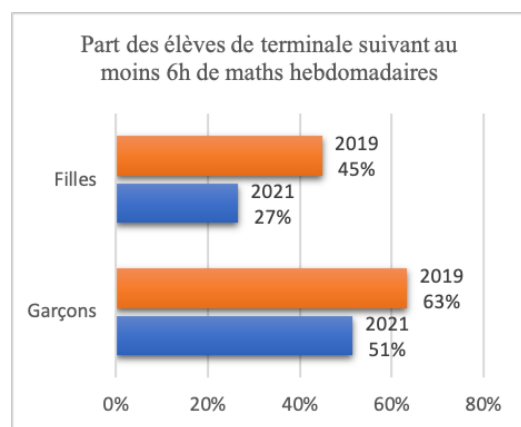
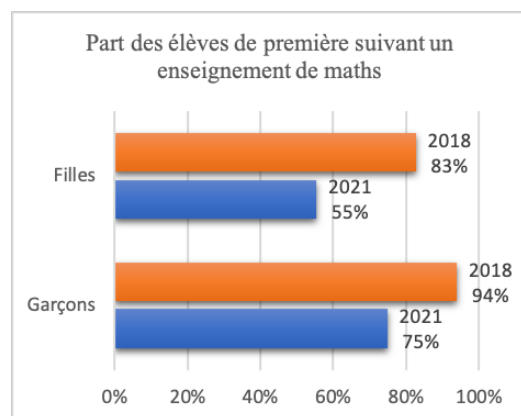
Voilà les graphiques qui synthétisent notre communiqué :

Évolution de la composition des classes de mathématiques de terminale



6. Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et du Sport.

Part des élèves suivant un enseignement de maths en filière générale avant et après réforme du lycée



Lecture : en première en 2018, il y avait 83% des filles qui suivaient un enseignement de mathématiques.

27 janvier : éclairage sur les données chiffrées du MENJS. Retour de flammes

Le 27 janvier au matin, le MENJS⁶ publie sur son site une série de données chiffrées vantant la réussite de sa réforme concernant la formation en mathématiques. La partialité de la présentation fait réagir des collègues : données hors contexte, sans élément de comparaison, focalisée sur un très petit échantillon, le plus sélectif et concernant une option sur laquelle on a peu d'information. Le collectif décide de rectifier publiquement cet affichage. Si remettre en contexte les données ne pose pas

de difficulté, la rédaction nécessite un minimum de concertation, ce que nous faisons. Une demande pressante de l'AFP va accélérer notre publication qui sera finalement validée dans la journée : c'est la condition pour rester dans l'actualité. Le temps médiatique et le temps des enseignants et chercheurs n'ont rien en commun. Cette réactivité conduit à une belle première victoire, celle de la confiance et du relais des journalistes qui nous écoutent et nous questionnent. Le 28, l'APMEP est auditionnée au Sénat qui suggère de demander une mission flash sur les questions de parité dans les enseignements de maths à l'Assemblée nationale. La semaine suivante, les appels se multiplient, la télé s'y met, nous apparaissions aux informations. Le sujet sature désormais la presse quotidienne régionale, « PQR » dans le jargon du ministère. Les mathématiques deviennent un sujet de campagne. Le feu grandit.

7 février : synthèse sur les filles et les maths et déclarations du ministre. L'embrasement

Après un moment de répit, la nécessité de la publication d'une synthèse sur l'offre de formation en maths des élèves et la part des filles en maths émerge, permettant en particulier de répondre aux affirmations du ministre de l'Éducation nationale sur le fait que la part de filles en maths est restée stable. La société savante d'informatique qui venait de publier un communiqué sur la place des sciences dans la société nous rejoint.

Le dimanche 6 février, Jean-Michel Blanquer fait une annonce concernant des aménagements sur la place des maths dans le tronc commun. Il reste vague et indique qu'il a entendu les questionnements, qu'il est prêt à discuter. Des bruits circulent en interne depuis janvier concernant l'augmentation du nombre d'heures dans l'enseignement scientifique général pour imposer plus de maths, quitte à diminuer les autres sciences dans cet enseignement. Nous sommes contactés dès le dimanche soir par les journalistes. Cela nous encourage à accélérer la publication de notre dernière synthèse qui suit donc de quelques heures les annonces du ministre. Cette synthèse met en évidence à la fois la baisse globale de l'offre de formation en maths, de près de 35% en valeur relative, et la baisse de la part des filles dans les classes de mathématiques, quel que soit le parcours choisi. Les graphiques ci-contre récapitulent ces constats :



Les reprises des informations par les journalistes sont massives et nous sommes contactés de toutes parts. Nous affirmons que les propositions avancées ne résoudront pas les problèmes vus, mais que nous sommes ouverts à la concertation. Les journaux nationaux en écrivent des éditoriaux, des dossiers de Une, les interviews défilent. Toute la société s'y met : économistes, politiques, les milieux des banques et assurances, le parlement. Les annonces du ministre ne semblent convaincre personne. Le « soufflé médiatique » atteint son sommet cette semaine, c'est l'embrasement médiatique.

Nous avons gagné la première manche : celle d'une prise de conscience collective de l'existence d'un lien fort entre les mathématiques et la société ; que les mathématiques, ce n'est peut-être pas seulement réservé à une élite. En témoignent les billets des humoristes de *France Inter* sur les maths cette semaine-là.

10 février : demande d'audience auprès du MENJS. Ouverture vers les sciences

Nous profitons de l'écoute médiatique pour demander une audience auprès du gouvernement. L'objectif est de faire état du bilan sur les problèmes du lycée, d'en proposer les analyses puis des remédiations rapides, afin de limiter le nombre des années qui nous semblent perdues. La question de l'audience au Premier ministre se pose, étant donné que le sujet est devenu un problème pour la société en entier. Mais une pseudo-proposition de Jean-Michel Blanquer lors de la séance de questions au parlement nous oriente vers le MENJS. Nous lui envoyons donc une demande d'audience, que nous rendons publique. Nous réfléchissons entretemps aux pistes possibles pour corriger les problèmes de la réforme. La CFEM nous réunit pour essayer de dégager des consensus : plusieurs axes sont dégagés.

- D'abord, il est nécessaire d'envisager trois types de profils d'élèves : ceux qui n'auront pas besoin de maths pour leurs études mais qui doivent pouvoir recevoir un enseignement pour les besoins du citoyen, adapté aussi pour les futurs professeurs des écoles ; ceux qui auront besoin de mathématiques en lien avec les sciences économiques humaines et sociales ; enfin les profils plus scientifiques ou qui s'orienteraient vers la médecine.
- Le premier axe de réflexion concerne la première : l'absence de maths dans le tronc commun et la faible représentation des sciences est problématique d'une part pour la faiblesse de la formation scientifique commune qu'elle propose, d'autre part pour l'image de l'importance des maths et des sciences qu'elle renvoie. De plus, la perte de diversité des maths en première conduit à l'abandon des maths par des élèves qui s'orientent vers les sciences économiques et sociales.
- L'équilibre à trouver sur la première n'est pas évident. Faut-il proposer plusieurs parcours de mathématiques, comme cela avait été demandé et refusé ? Faut-il créer un véritable enseignement de maths dans le tronc commun permettant de répondre à ces besoins, mais qui reste compatible en ce cas avec la spé-

cialité maths. Ou encore faut-il proposer les deux dispositifs ? Il n'est pas évident de trouver une unité. Par ailleurs, inclure des maths dans le tronc commun nécessite un nouvel arbitrage entre disciplines, qui n'est pas de notre ressort.

- Un autre axe concerne le problème d'abandon en terminale par les élèves, majoritairement filles, qui souhaitent plutôt s'orienter vers la SVT⁷ ou la santé ou encore les SES⁸ : quelle discipline faut-il abandonner lorsqu'on a choisi des triplettes MATHS/PC/SVT ou MATHS/SES/HGGSP⁹ en première ? Ce choix assez cruel conduit alors à l'abandon massif de la spécialité maths, seule solution pour garder les 3 disciplines, grâce à un système d'option de maths complémentaires de 3h hebdomadaires. Mais cette option pose de nombreux problèmes : de financement (car en plus du cursus standard), de placement des heures (car en dehors de l'emploi du temps), de garantie sur les compétences acquises (étant donné l'absence d'épreuve nationale).
- Ce problème de réduction des choix en terminale conduit aussi à la perte de vivier en NSI¹⁰ et surtout en SI¹¹, en concurrence avec la physique et les maths. Cette réduction des choix en terminale est un véritable gâchis. Par ailleurs, les retours concernant l'option maths complémentaires sont inquiétants, car elle semble mettre les étudiants des classes de BCST¹² en grande difficulté. Concernant la terminale, on semble donc s'orienter vers un consensus affirmant la nécessité de conserver les 3 disciplines de spécialité en terminale.
- Pour équilibrer les spécialités avec le tronc commun en terminale, il est nécessaire de réfléchir à l'importance du tronc commun : peut-être faut-il envisager une plus grande part pour les spécialités quitte à diminuer le tronc commun. Dans ce cas, une épreuve anticipée analogue au français pourrait être proposée aussi en mathématiques ? Par ailleurs, on pourrait aussi envisager un système incluant des mineures/majeures, ainsi que le proposait initialement le rapport Mathiot. La partie scientifique du tronc commun pourrait être à choisir parmi plusieurs disciplines scien-

7. Sciences et Vie de la Terre.

8. Sciences Économiques et Sociales.

9. Histoire-Géographie, Géopolitique et Sciences Politiques.

10. Numérique et Science Informatique.

11. Sciences de l'Ingénieur.

12. Classes préparatoires de Biologie, Chimie, Physique, Sciences de la Terre.

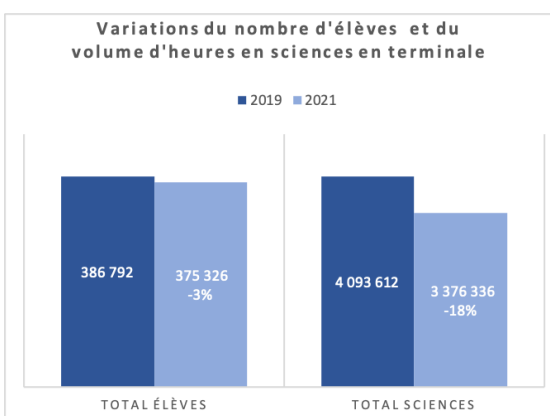
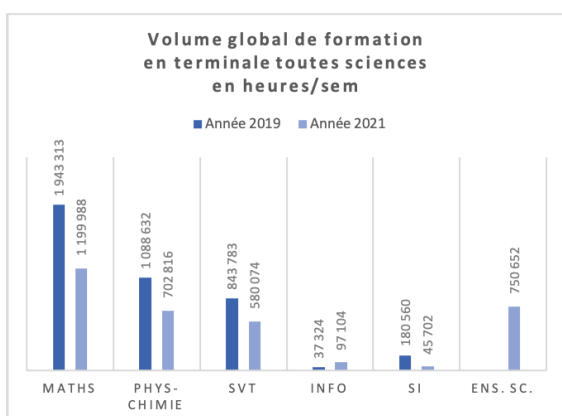
tifiques au sens large, SES incluse. Cela permettrait de rebasculer les options de maths, maths complémentaires et maths expertes dans le cursus standard plutôt qu'en dehors comme c'est le cas actuellement, avec tous les problèmes que cela engendre.

En conclusion, la mise en œuvre est délicate et nécessite une concertation plus large, avec les autres disciplines scientifiques. L'informatique nous a rejoints, nous allons essayer de rassembler plus largement : notre prochain communiqué portera donc sur le bilan de la formation scientifique au lycée.

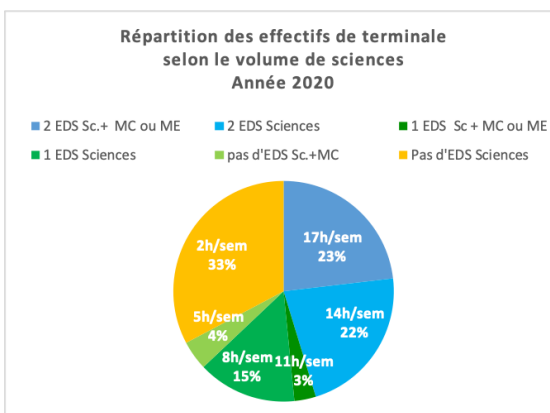
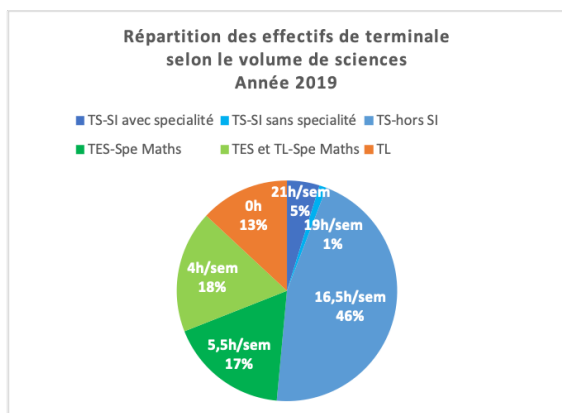
18 février : place des sciences au lycée. Création d'un « comité Théodule »

La semaine passe sans réponse du MENJS à notre demande. Notre communiqué sciences avance. Il montre, sans surprise, une baisse importante de la formation en sciences, chacune des disciplines perdant entre 30% et 38% d'offre de formation, sauf NSI qui en gagne mais perd des élèves, et SI qui est en voie de disparition. La conclusion est sévère : baisse du vivier scientifique, moins de formation scientifique, moins de polyvalence pour ces élèves, futurs étudiants potentiels vers des études scientifiques. C'est tout à fait inquiétant. On reproduit ici les graphiques synthétisant ces données :

Offre de formation en sciences en terminale générale



Analyse chiffrée des parcours de formation en sciences pour la terminale générale



Lecture : en 2019, 46% des élèves de terminale générale ont 16h30 de sciences par semaine.

On entend parler de la création d'un comité d'« experts » qui serait chargé de recevoir différents partenaires pour recueillir leur avis sur les maths au lycée. Cela ressemble à une mise en scène politique à visée électoraliste : autrement dit, on crée un « comité Théodule ». Ce comité, qui questionne aussi le problème de la représentation des filles, semble peiner à trouver des femmes dans sa constitution. Finalement l'annonce de la création d'un « comité de consultation sur la place de l'enseignement des maths au lycée » est faite par voie interne à l'ensemble du personnel du second degré le jeudi 17 au soir. Elle est relayée grâce à des « fuites » par les médias le vendredi 18 février, jour de diffusion de notre communiqué sciences. Par un joli coup de chance, la dépêche AEF annonçant la création du comité relaie également nos nouvelles informations... Il y aurait donc aussi un gros problème avec les sciences ? Grâce à ce nouveau communiqué, notre collectif s'est élargi à 19 associations et sociétés savantes, rassemblant les associations féministes scientifiques et ingénieures, les professeurs de physique-chimie, les classes préparatoires BCPST, des sociétés savantes de biophysique et biométrie, aux interfaces entre sciences du vivant, statistiques, physique.

Nous n'aurons pas de réponse à notre demande d'audience. Le 22 février, le Sénat a repris le thème des maths dans le bilan éducatif du mandat, le ministre accuse « certains » de diffuser des fake-news sur les filles et répète que la réforme a amélioré la formation en mathématiques.

23 février : dénonciation du comité de consultation sur la place des mathématiques et auditions

Le comité créé regroupe 9 personnalités dont 3 femmes. Il comprend : le DGESCO¹³, 4 inspecteurs généraux sous l'autorité directe du ministre dont 2 en lien direct avec la réforme, C. Torossian et J.-C. Ringard, le principal pilote de l'application de la réforme et de son suivi, P. Mathiot ; soit autant de personnes impliquées dans les problèmes soulevés. Le manque d'indépendance choque. Ces pratiques, à l'opposé de l'indépendance de l'évaluation qui constitue notre cœur de métier de scientifique, méritent d'être dénoncées. Par ailleurs, le cadre des missions du comité ne permettra pas de questionner la structure du lycée, puisqu'il s'agit de recueillir

des « remarques » pour, éventuellement, aménager un peu la rentrée prochaine. Nous savons aussi qu'à cette date, les financements des lycées ont déjà été fixés, et que les choix de spécialités sont en cours. Il est donc illusoire de penser ajouter par exemple une seconde spécialité maths en première. Enfin, questionner la place des maths sans réflexion sur l'harmonie d'un parcours scientifique semble inadapté. Il est donc nécessaire d'ouvrir plus largement la question, et selon l'axe choisi pour notre discipline : citoyen, profil orienté économie, sciences humaines et sociales, ou scientifique. Il est donc clair qu'en aucun cas le comité n'aura les moyens d'accéder à des demandes portant sur la structure du lycée. Après discussion, il est décidé de répondre tous aux convocations et de transmettre les mêmes demandes, portant sur la remise à plat de la structure du lycée et la création d'un groupe indépendant du calendrier politique et regroupant des acteurs désignés de manière collégiale. Dans le même temps, nous publierons un communiqué dénonçant l'artifice politique de cette mise en scène.

Finalement les convocations arrivent le lundi après-midi pour le mercredi 23 février. Nous sommes douze à être auditionnés, répartis en six groupes. Les autres groupes auditionnés ne sont pas connus : les syndicats, les parents d'élèves, les professeurs de SVT, avec qui nous avons quelques contacts également et qui partagent nos demandes, en font partie.

24 février : la guerre en Ukraine. Publication de la seconde partie du rapport du GIEC. Compte-rendu d'audience des associations et sociétés savantes

Les médias changent de sujet, à raison, pour se tourner vers l'agression russe en Ukraine. Par effet d'étouffement, le rapport du GIEC qui porte sur les effets dramatiques du changement climatique sur les populations passe à la trappe également. Le monde est bien mal en point. Le sujet des maths continue d'apparaître ici et là, en petite musique de fond. Les comptes-rendus de l'APMEP et des syndicats d'enseignants sont relayés par l'AEF, ils s'accordent pour dire qu'une remise à plat du système est nécessaire. Dans les médias, on peut lire des tribunes sur l'éducation réclamant des assises de l'Éducation, indépendante du temps et de la person-

13. Directeur Général de l'Enseignement Scolaire. Il dirige les mises en œuvre des programmes du primaire et du secondaire.

nalité politique du ministre, permettant de définir les enjeux de la formation des lycéens, en phase avec nos demandes. Les sociétés savantes de mathématiques et informatique publient leur compte rendu d'audience le 2 mars. On peut noter le décalage très problématique entre les croyances de certains des membres du comité sur la charge de travail des enseignants du supérieur avec la réalité du terrain.

15 mars : tribune « Mathématiques, un enjeu de société », dans le *Monde de l'Éducation*. Actions à suivre...

Pour la semaine des mathématiques, le collectif décide de publier une tribune dans un quotidien national. C'est l'occasion de présenter une synthèse sur l'importance de la culture mathématique et scientifique pour tous, de revenir sur les événements récents qui montrent l'implication de notre discipline dans la société qui lui redonne une image plus humaine, de montrer en quoi notre discipline est essentielle pour aborder les métiers technologiques et scientifiques et qu'elle peut être un vecteur de promotion sociale. Cette tribune est rapidement acceptée par *Le Monde de l'Éducation* qui la publie à l'occasion d'un dossier sur les mathématiques, et anticipe de ce fait l'annonce des conclusions du comité prévues initialement vers le 14 mars. Cette fois-ci nous sommes en avance et le comité, en retard.

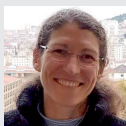
Nous réitérons dans cette tribune nos demandes de remise à plat de la structure du lycée. Nous nous sommes élargis avec l'arrivée des collègues physiciens suivis des biologistes : la Société Française de Physique, celle d'Astronomie et d'Astrophysique, ainsi que le Comité de Liaison Enseignants Astronomes nous ont rejoints, suivis de la Société Fran-

çaise d'Écologie et d'Évolution puis de la Société Française de Biologie du Développement : de quoi enrichir les réflexions pour les semaines à venir.

Le jour où j'écris, le 17 mars, jour de présentation du programme présidentiel du président sortant, le comité a rendu son rapport qui sera publié lundi 21 mars. Cependant, certaines parties ont déjà opportunément « fuité » dans les médias.

Sans surprise, les propositions avancées semblent correspondre à ce qui a probablement déjà été prévu depuis janvier et que nous avons dénoncé : à savoir augmenter d'une à deux heures l'enseignement scientifique du tronc commun de première, sans savoir si c'est au détriment des autres sciences. Des modulations seraient néanmoins proposées pour signaler que nous avons été entendus, comme par exemple un peu de mathématiques en plus réservées aux élèves ne choisissant pas la spécialité. Quoi qu'il en soit, le budget des établissements étant déjà fixé, ces annonces ne peuvent concerner que des modifications à la marge qui ne sont pas en mesure de répondre aux problèmes soulevés globalement. En raison des prochaines élections, l'engagement du ministère sur ce projet reste flou, et toutes les pistes pour une réflexion approfondie restent donc ouvertes.

Notre collectif est déterminé à poursuivre son action au-delà des présidentielles pour permettre de continuer à peser sur les décisions concernant l'équilibre de la formation mis à mal par la réforme. Nous avons bon espoir et n'abandonnerons pas maintenant notre travail d'information et d'analyse. Ce travail a déjà permis un premier pas en faveur d'une prise de conscience de la nécessité d'un retour sur cette réforme. Il faut maintenant convaincre de la mise en place d'une réflexion élargie sur ce sujet central pour l'avenir scientifique de notre pays. Puisse son impact contribuer à améliorer notre société future.



Mélanie GUENAI

Université Paris Saclay
melanie.guenais@universite-paris-saclay.fr

Maîtresse de Conférences au Laboratoire de Mathématiques d'Orsay à l'Université Paris-Saclay, Mélanie Guenais est Vice-Présidente de la SMF en charge de l'enseignement depuis 2020. Son domaine de recherche porte sur la théorie ergodique et les propriétés spectrales des systèmes dynamiques.

Ancienne lycéenne d'un lycée socialement mixte du Nord-Est de l'Essonne, mon choix de spécialités dans le système actuel en fin de seconde, à 14 ans, aurait été : Maths, Littérature (HLP), Langues (LLE)..